

## Langues: «Il faut se jeter dans le bain»

## Questions à



PASCAL TRAUSSCH

**Sandro Cattacin**  
Professeur de sociologie  
à l'Université de Genève

Les Suisses ont des compétences linguistiques supérieures à la moyenne, mais ils rechignent selon les situations à les mobiliser. Ce sont les conclusions du Programme national de recherche (PNR) 56 sur les langues en Suisse, présentées jeudi à Berne. Auteur de l'un des projets, Sandro Cattacin donne quelques recettes pour ce qu'il appelle un multilinguisme en action.

**Le Temps:** Comment mieux exploiter les compétences linguistiques qui se trouvent en Suisse?

**Sandro Cattacin:** Il faudrait que la politique évite de s'en mêler et laisse faire la société. Ce n'est pas pour la beauté du geste que l'on valorise l'usage de plusieurs langues. Ainsi, les villes et les entreprises sont les meilleures promotrices du plurilinguisme. Les entreprises, parce que c'est profitable. Et les villes parce qu'elles sont dans une logique de concurrence pour attirer les meilleurs éléments de l'étranger.

– Vous avez étudié la communication plurilingue dans trois contextes différents: une école de recrues, l'équipe nationale de foot des espoirs et l'Office fédéral de la statistique. Quelles conclusions en tirez-vous?

– Cela fonctionne étonnamment bien. On parle une langue étrangère par besoin, pas par principe. Se jeter dans le bain est la meilleure manière de pratiquer le multilinguisme. Il n'y a pas de nivellement identitaire. On communique plus précisément, on vérifie ses connaissances. Si un instructeur, lors d'une démonstration, confond les termes mèche et explosif, comme je l'ai vu à l'armée, il y a tout de suite quelqu'un qui se lève pour corriger. Il y va de l'intérêt général.

– Ce modèle ne peut pas fonctionner à l'école, que dire aux élèves qui peinent sur des conjugaisons et des verbes irréguliers?

– Tous les enfants devraient pouvoir faire des échanges linguistiques dans d'autres régions de Suisse. On pourrait même envisager qu'au cours des neuf ans de scolarité obligatoire chaque classe doive passer à deux reprises trois mois dans une autre partie de la Suisse. De même, on devrait engager plus souvent des personnes qui peuvent enseigner dans leur langue maternelle. La Confédération devrait aider à financer ces coûts, la loi sur l'encouragement des langues l'y autorise.

**Propos recueillis par Catherine Cossy**

## Christoph Blocher et Christian Levrat croisent le fer sur l'initiative fiscale

**Fiscalité** Le vice-président de l'UDC et le président du PS débattaient hier à Winterthour

28 novembre



Albertine Bourget, Winterthour

Christian Levrat a dû se sentir un peu seul hier. Le président du Parti socialiste avait été invité à en découdre avec Christoph Blocher sur le thème de la concurrence fiscale. A quatre jours de la votation sur l'initiative «pour des impôts équitables» du PS, le débat organisé par l'Institut de droit économique, sis à Winterthour, de la Haute Ecole zurichoise des sciences appliquées (ZHAW), a essentiellement tourné autour des enjeux du vote de dimanche.

«Christoph Blocher est coincé dans les embouteillages.» Le «nein nein!» aussitôt lancé par l'intéressé, qui, arrivé en retard, s'était discrètement glissé à sa place durant le plaidoyer de Christian Levrat, a déclenché une explosion de rires dans la salle pleine à craquer. Montrant que l'auditoire, essentiellement composé d'étudiants en droit de la concurrence, était ravi de la présence de l'ancien conseiller fédéral. Lequel a eu vite fait de retrouver son bagout pour ap-

porter la contradiction à son adversaire.

C'est donc Christian Levrat qui a ouvert le feu sur un thème «fortement chargé en émotion». Le conseiller national fribourgeois a d'abord souligné que le but de l'initiative n'était pas d'abolir la concurrence fiscale mais de lui donner «plus de règles et de frontières pour une meilleure solidarité nationale». Il a dénoncé le dumping fiscal de certains cantons au détriment des autres. «Tout le monde est perdant, à l'exception d'une poignée de super-ri-

**Christoph Blocher:**  
«Si j'étais pauvre, si j'étais né à l'étranger, c'est en Suisse que je voudrais vivre»

ches mobiles.» «Super-riches» dont les menaces de délocalisation, à l'instar du fabricant d'ascenseurs Alfred Schindler, ne seraient «pas à prendre au sérieux». «Je n'ai malheureusement pas senti chez Alfred Schindler le même patriotisme que chez War-

ren Buffett (ricchissime et iconoclaste homme d'affaires américain qui a récemment plaidé pour que les grosses fortunes paient beaucoup plus d'impôts, ndlr)», a ironisé le socialiste, déclenchant à son tour les rires de l'assemblée.

Aller dans le sens de l'initiative socialiste serait une «débâcle» pour le pays, et aurait des conséquences «épouvantables» sur la population, le chômage et la pauvreté, a rétorqué Christoph Blocher, avant d'évoquer des vacances passées en Corée du Nord lors desquelles il avait observé «des mères avec leur bébé sur le dos qui se nourrissent de maigres grains de riz, et qui doivent encore dire merci, tout ça à cause d'un système socialiste fallacieux. C'est ça la justice?»

Le vice-président de l'Union démocratique du centre a notamment insisté sur sa propre réussite d'entrepreneur. «Je hais la compétition, je hais mes concurrents! Mais je ne suis bon que si je suis meilleur que mes concurrents. Un bon entrepreneur n'a pas un coffre bourré de milliards mais une entreprise florissante», a-t-il lancé. Glissant au passage que voir depuis chez lui «de l'autre côté du lac jusqu'à Wollerau (commune

schwyzoise au très bas taux d'imposition, ndlr)» ne l'empêchait pas de rester domicilié à Herrliberg (ZH). «La concurrence fiscale pousse les cantons et les politiques à une gestion parcimonieuse des finances. C'est justement ce fédéralisme qui les pousse à être meilleurs que les autres.» Et d'assurer: «Si j'étais pauvre et né à l'étranger, c'est en Suisse que je voudrais vivre.»

Si les autres participants à la conférence, notamment l'ambassadeur de la Commission européenne à Berne, Michael Reiterer, se sont montrés plus modérés que le ténor de l'UDC, la plupart des intervenants de ce sixième «Atelier de la concurrence»\* ont fait part de leurs doutes quant à l'initiative socialiste. Interrogé par *Le Temps*, Christoph Blocher a refusé de faire des pronostics pour dimanche. «Peut-être les riches pourraient-ils quitter la Suisse et les étrangers rester», a-t-il lancé. De son côté, le chef de file de la gauche s'est dit «relativement optimiste. En tout cas, la population a véritablement pris conscience des limites de la concurrence fiscale. Même en cas de défaite, le débat n'est pas clos.»

[www.atelier-concurrence.ch](http://www.atelier-concurrence.ch)

## Working poor: un référendum qui partage la droite vaudoise

**Aide sociale** Le patronat et une large majorité bourgeoise vont combattre les mesures contre la pauvreté adoptées par le parlement

Quitte ou double suicidaire à la veille de trois échéances électorales – communales, fédérales et cantonales – ou coup de poing payant à long terme? Le référendum que s'appête à lancer une large majorité de la droite (libéraux, UDC, une grande partie du Parti radical) et le patronat contre les dernières mesures anti-pauvreté voulues par le gouvernement et son ministre socialiste Pierre-Yves Maillard divise les formations bourgeoises.

D'un côté, argumente Catherine Labouchère, présidente des libéraux, le référendum est la seule issue

pour les adversaires du prélèvement paritaire, employeurs-employés, de 0,06% destinée à financer le nouveau dispositif qui s'adresse aux familles de travailleurs pauvres et aux chômeurs proches de la retraite.

Christelle Luisier-Brodard, présidente des radicaux et qui fera partie du comité référendaire, précise d'emblée que ce n'est pas la lutte contre la pauvreté qui est visée, mais la méthode. Il n'est pas question, poursuit Claudine Amstein, député libérale et directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI), «d'ajouter une

nouvelle couche au filet social en imposant le travail».

**Aide sociale «déguisée»**

Ce n'est pas aux entrepreneurs de faire les frais de la pauvreté, «dont les causes sont surtout privées», ajoute Jean-Hugues Busslinger, de la Fédération patronale vaudoise. D'accord pour contribuer aux efforts de formation des plus jeunes ou au développement de l'accueil des enfants, le patronat combat en revanche une aide sociale «déguisée» dont il conteste les vertus intégratrices.

Avec ces arguments, les référen-

daires sont convaincus de pouvoir récolter 12 000 signatures en 40 jours dès publication de la loi. Plus encore, ils ne doutent pas de pouvoir l'emporter dans les urnes. Sans calculs électoraux, prétendent-ils. Même si des observateurs estiment que le référendum, gagné ou perdu, servira avant tout à compacter l'électorat de droite et libéral galvanisé par un positionnement clair et cohérent sur la question «brûlante» du financement des assurances sociales.

Toutefois, une frange des radicaux, de l'UDC et la totalité de l'Alliance du centre (AdC), favorable au

paquet de mesures adopté par le parlement mardi passé, craignent un échec et le triomphe de la gauche. Ces «dissidents» s'interrogent sur le sens de l'opération. Pour certains, comme le radical Serge Melly, elle équivaut à céder à la composante plus libérale de la droite en vue de la fusion des radicaux et des libéraux, que l'élu ne voit pas d'un bon œil.

Pour d'autres, comme l'UDC lausannoise Jean-Luc Chollet, le référendum est indéfendable face au Conseil d'Etat à majorité bourgeoise qui fera campagne en faveur des nouvelles prestations. L'agriculteur déplore

les divisions de la droite à l'approche des tournées électorales. Où la gauche compte se renforcer, voire déloger le centre droit encore majoritaire dans le canton.

Finalement, le démocrate-chrétien Michele Mossi, de l'AdC, revendique «le rôle social» des employeurs. Il ne comprend pas le rejet «par principe» de mesures supportables pour toute entreprise en bonne santé. Il s'agit, explique ce patron de PME, d'une «optimisation» bien orchestrée du social et de l'économie dont les entrepreneurs vont aussi bénéficier. **Marco Danesi**

DEMAIN

# LE TEMPS WEEK-END

OK? OK!

Interview

Suisse

Escapade

Révolution

Histoire

La fabuleuse histoire du mot «OK». Ou comment ces deux lettres ont forgé le caractère et l'image des Etats-Unis

Leonardi, patron d'Alpiq, défend la construction de deux centrales nucléaires

Qui sont les pudibondes qui veulent censurer les manuels d'éducation sexuelle valaisans?

Un petit bistro dans la montagne. Le souvenir de la Valaisanne Marie des Collines

La vie de Maïakovski, poète lyrique et colossal, suicidé, embaumé par Staline et dont la voix renaît dans la nouvelle Russie

Rigoriste, le Moyen Age? Une étude sur la prostitution entre le XIIIe et le XVIe siècle nuance cette idée

LE TEMPS  
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE